



La crise sanitaire, non gérée par ce gouvernement, se transforme de plus en plus en crise économique et sociale, environnementale et démocratique. Le gouvernement n'aura, à aucun moment, changé de politique, alors que la crise sanitaire a montré combien ses réformes étaient nocives.

A la DGFIP, une situation aussi dégradée et des agents subissant en permanence des restructurations ne justifieraient-ils pas a minima la suspension des réformes ? Les agents n'ont-ils pas suffisamment de choses à gérer en cette période compliquée pour ne pas en rajouter ?

Pour la CGT Finances Publiques, les réformes contraires à l'intérêt des agents et du service public doivent être tout simplement abandonnées, et pour le moins suspendues en toute urgence au regard de la crise sanitaire. Il faut arrêter les suppressions d'emplois et embaucher des chômeurs à la hauteur de nos missions !

Mais la DG s'obstine dans son entreprise de démolition des conditions de travail et de vie des agents, de leurs droits et garanties, des moyens nécessaires à une réalisation correcte de l'ensemble de nos missions de service public. Elle veut semer la division dans les services, que ce soit, par exemple, au travers de primes, de la rémunération au mérite, de transferts d'emplois, du développement des postes à profil et des contractuels. Le NRP est mis en place partout avec des conséquences mortifères très concrètes pour les agents et le public dès janvier prochain. N'oublions jamais que le drame « France Télécom » avait commencé ainsi.

Cerise sur le gâteau, le **comité technique de réseau du 9 décembre** compte entériner, notamment, les nouvelles suppressions d'emplois au sein de notre administration. La loi de finances pour 2021 prévoit ainsi 1 800 suppressions nettes d'emplois à la DGFIP sur les 2163 suppressions ministérielles. Toutes les catégories d'emplois et tous les services seront touchés, à l'exception momentanée des SPF, mais pour « faciliter la mise en place des SAPF ». La démétropolisation entraînera, quant à elle, le transfert de 450 ETP. Au moins 1 600 suppressions supplémentaires sont d'ores et déjà programmées pour 2022. Le bilan depuis 2011 est déplorable :

PLF 2011	PLF 2012	PLF 2013	PLF 2014	PLF 2015	PLF 2016
- 2 667	- 2 438	- 2 023	- 1 988	- 2 000	- 2 130

## Ensemble nous sommes forts et nous pouvons imposer d'autres choix !

Ce gouvernement, contre l'avis d'une grande majorité de la population, s'obstine à mener des réformes telles que, par exemple, celle des retraites et cherche à museler nos libertés avec la loi sécurité globale. Comme lors des « marches des libertés » qui ont rassemblé 500 000 personnes à travers la France, ne nous laissons pas faire, les réformes tels que le NRP et la casse de nos missions et droits et garanties ne doivent pas être mises en place. A la DGFIP nous avons aussi la capacité de faire reculer la DG si nous nous mobilisons toutes et tous ensemble, et imposer les moyens nécessaires pour travailler dans des conditions correctes !

**Dès le 9 décembre mobilisons-nous et participons à toutes les formes d'actions qui auront lieu sur tout le territoire.**

fichiers:



[Télécharger mobilisation\\_cgt\\_09\\_decembre\\_02\\_12\\_20\\_def.pdf](#) (711.8 Ko)

**Public:** [Infos / actions](#)

[Luttes 2020](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank

---